



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.483/4
du 14 décembre 2016

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif au
Comité régional de
développement territorial'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.483/4
van 14 december 2016

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'met betrekking tot
het Gewestelijk Comité voor
Territoriale Ontwikkeling'

Le 17 novembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif au Comité régional de développement territorial'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 décembre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 décembre 2016.

*

Op 17 november 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'met betrekking tot het Gewestelijk Comité voor Territoriale Ontwikkeling'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 december 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 december 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Plusieurs dispositions du projet d'arrêté n'ont, en substance, d'autre objet que de rappeler ou de paraphraser des règles résultant déjà de l'article 7 de l'ordonnance du 29 juillet 2015 'portant création du Bureau bruxellois de la planification'. De telles dispositions sont inutiles. En outre, le fait de rappeler, dans un arrêté, l'obligation de respecter des règles résultant d'un texte législatif ou de paraphraser ces règles présente aussi l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question.

Les dispositions en question, qui seront identifiées dans les observations particulières, seront donc omises.

2. Il résulte de l'article 1^{er}, quatrième tiret¹, que, pour l'application de l'arrêté en projet, les mots « le Ministre » désignent « le ministre en charge du développement territorial ». La section de législation relève aussi que l'article 11 charge de l'exécution de l'arrêté en projet « le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale, qui a le Développement territorial dans ses attributions ».

L'expression « Développement territorial » n'est utilisée dans aucune des dispositions qui déterminent les matières relevant des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par contre, elle est, utilisée dans la disposition qui fixe les attributions de l'un des membres du Gouvernement actuellement en fonction, en l'occurrence le Ministre-Président. Dans la phrase introductive de son article 2, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2014 'fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale' charge en effet le Ministre-Président, entre autres attributions, du « Développement territorial ».

Or, l'exécution d'un arrêté qui, tel l'arrêté en projet, est destiné à s'appliquer de manière permanente, doit être assurée au-delà des changements intervenant dans la composition du Gouvernement.

Les dispositions à l'examen seront revues de manière que le Ministre qu'elles visent soit désigné à l'aide d'une expression qui figure dans les dispositions déterminant les

¹ C'est erronément qu'à l'article 1^{er}, le projet d'arrêté fait état d'un paragraphe 1^{er} : en effet, cet article n'est pas divisé en paragraphes.

matières qui relèvent des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale. En l'occurrence, l'expression la plus adéquate paraît être « l'Aménagement du territoire »².

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire « test genre », conformément à l'article 13, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Il convient également de mentionner la date à laquelle le test genre « sur la situation respective des femmes et des hommes » a été établi³.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Les deux premiers tirets sont inutiles car cela va de soi.
2. Puisque « le Comité » est défini au troisième tiret, il y a lieu d'utiliser ce terme dans la suite du projet d'arrêté.

Article 2

L'article à l'examen doit être fondamentalement revu pour tenir compte des observations suivantes.

1. Diverses dispositions n'ont, en substance, d'autre objet que de rappeler ou de paraphraser des règles résultant déjà de l'article 7 de l'ordonnance du 29 juillet 2015. Ainsi en va-t-il des dispositions suivantes : le paragraphe 1^{er}, en tant qu'il institue un Comité régional de développement territorial et en tant qu'il indique que ce comité est un organe consultatif qui rend des avis motivés ; dans le paragraphe 2, l'alinéa 1^{er}, et l'alinéa 2, en tant qu'il indique que les avis du Comité sont motivés et non contraignants ; et le paragraphe 3.
2. L'article 7, § 2, de l'ordonnance du 29 juillet 2015 fixe les missions du Comité régional de développement territorial.

² Voir l'article 6, § 1^{er}, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', que l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises' rend applicable à la Région de Bruxelles-Capitale.

³ La section de législation observe à cet égard que le formulaire utilisé et joint à la demande d'avis n'est pas strictement conforme au modèle publié au *Moniteur belge* le 24 février 2015, au moins quant à son intitulé.

Les seuls pouvoirs de nature réglementaire qu'il attribue au Gouvernement ont pour objet l'établissement de la liste des plans qui doivent être soumis à l'avis du comité et la détermination des modalités de consultation de celui-ci.

Aussi, les dispositions qui, dans le paragraphe 1^{er}, première phrase, et dans le paragraphe 4 de l'article à l'examen, prévoient que « le rôle » du comité « est d'établir une coordination opérationnelle entre les administrations régionales concernées » et que « le Comité peut aussi rendre un avis motivé non contraignant à la demande du ministre », excèdent les pouvoirs du Gouvernement.

Ces dispositions seront donc omises.

3. Selon le paragraphe 1^{er}, seconde phrase, le comité donne des avis « sur les projets régionaux à valeur indicative et à valeur réglementaire relatifs à l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la mobilité et l'environnement, en ce compris la propreté ».

Comme indiqué ci-dessus, l'article 7, § 2, de l'ordonnance du 29 juillet 2015 charge le Gouvernement de dresser la liste des plans soumis à l'avis du comité.

Eu égard à cette disposition, il y a lieu de remplacer les mots « les projets régionaux » par les mots « les projets de plans régionaux ».

En outre, le texte est beaucoup trop vague lorsqu'il fait état de projets de plans régionaux « à valeur indicative et à valeur réglementaire relatifs à l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la mobilité et l'environnement, en ce compris la propreté ». Dès lors que l'avis du comité est une formalité substantielle, dont l'accomplissement est une condition de régularité des plans concernés, il incombe au Gouvernement, dans un souci de sécurité juridique, d'identifier ces plans avec précision, en mentionnant les dispositions qui en organisent le régime.

Enfin, l'article 7, § 2, de l'ordonnance du 29 juillet 2015 chargeant le Gouvernement de déterminer les modalités de consultation du comité, il conviendrait de fixer, le cas échéant en distinguant selon les plans, le moment de la procédure d'adoption de ceux-ci auquel l'avis du comité est requis.

4. En prévoyant qu'« à défaut d'avis rendu dans les délais, la formalité est considérée comme accomplie », le paragraphe 2, *in fine*, méconnaît l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, première phrase, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

Il résulte en effet de cette dernière disposition que le comité est tenu de donner un avis sur les projets de plans qu'elle vise.

Il n'est pas au pouvoir du Gouvernement, sous le couvert de l'habilitation que lui donne l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, et § 2, alinéa 2 de l'ordonnance du 29 juillet 2015, de régler le fonctionnement et les modalités de consultation du comité, de tenir cette formalité pour accomplie si le comité ne respecte pas un délai déterminé.

Article 3

1. Dans l'alinéa 1^{er}, 3^o, pour se conformer à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 2, 6^o, de l'ordonnance du 29 juillet 2015, il y a lieu de remplacer les mots « l'administration en charge de l'Urbanisme et du Patrimoine » par les mots « Bruxelles Développement urbain ».

2. Les alinéas 4 et 5 n'ont d'autre objet que de rappeler une règle résultant déjà de l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, troisième phrase, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

Ils seront donc omis.

Article 4

Au paragraphe 2, l'alinéa 1^{er} n'a d'autre objet que de rappeler une règle déjà exprimée à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

Dans l'alinéa 2 du paragraphe 2, la section de législation se demande ce que recouvre exactement la mission d'« encadrement » du comité par le secrétariat. Le texte sera précisé, en veillant bien entendu à ne pas excéder les limites d'une mission de secrétariat.

Article 9

En prévoyant que « le Comité se réunit à chaque fois qu'un membre en fait la demande en vue de l'approbation d'un projet régional cité à l'article 2 alinéa 2 », le texte à l'examen peut donner l'impression qu'il faut qu'un membre en fasse la demande pour que le comité se réunisse en vue de donner un avis requis en application de l'article 7, § 2, de l'ordonnance du 29 juillet 2015.

Compris en ce sens, le texte ne serait pas compatible avec cette dernière disposition.

Il sera revu pour éviter toute ambiguïté sur ce point.

Article 10

Selon l'article à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Article 12

Dans la version néerlandaise, il faut écrire « Artikel 11 » au lieu de « Artikel 12 ».

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. La division de certains articles en paragraphes est erronée soit parce qu'il n'y a qu'un seul paragraphe ^{1^{er}} ⁴ soit parce que chaque paragraphe ne contient qu'un seul alinéa ⁵.

Dans tous les cas, cette division inutile sera omise.

2. La division d'un texte aussi bref en chapitres n'ajoute rien à sa compréhension ; étant inutile, elle doit être omise.

*

⁴ Voir l'article 1^{er} du projet.

⁵ Voir les articles 5 et 6 du projet. *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Verschillende bepalingen van het ontwerpbesluit strekken er in wezen enkel toe regels in herinnering te brengen of te parafraseren die al zijn neergelegd in artikel 7 van de ordonnantie van 29 juli 2015 ‘houdende oprichting van het Brussels Planningsbureau’. Dergelijke bepalingen zijn nutteloos. Het in een besluit in herinnering brengen van de verplichting om regels te respecteren die voortvloeien uit een wettekst of het parafraseren van die regels heeft ook het nadeel dat daardoor verwarring kan ontstaan omtrent de precieze juridische aard van de betreffende regels.

De bepalingen in kwestie dienen dan ook te vervallen. In de bijzondere opmerkingen zal worden aangegeven om welke bepalingen het juist gaat.

2. Uit artikel 1, vierde streepje,¹ blijkt dat, voor de toepassing van het ontwerpbesluit, de woorden “De Minister” staan voor “de Minister bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling”. De afdeling Wetgeving wijst er ook op dat de “Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Territoriale Ontwikkeling” bij artikel 11 wordt belast met de uitvoering van het ontwerpbesluit.

In geen enkele van de bepalingen waarin wordt vastgelegd welke materies onder de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vallen, wordt de uitdrukking “Territoriale Ontwikkeling” gebruikt.

Die uitdrukking wordt daarentegen wel gebruikt in de bepaling die de bevoegdheden vaststelt van één van de leden van de regering die thans in functie is, *in casu* de minister-president. In de inleidende zin van artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2014 ‘tot vaststelling van de bevoegdheden van de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering’ wordt de minister-president immers onder meer belast met de “Territoriale Ontwikkeling”.

De uitvoering van een besluit dat, net zoals het ontwerpbesluit, bedoeld is om blijvend van toepassing te zijn, moet evenwel gewaarborgd blijven over de wijzigingen in de samenstelling van de regering heen.

¹ Aangezien artikel 1 van het ontwerpbesluit niet is onderverdeeld in paragrafen, staat er ten onrechte een paragraaf 1 in vermeld.

De voorliggende bepalingen moeten worden herzien zodat de minister waarop ze doelen, wordt aangewezen door middel van een uitdrukking die voorkomt in de bepalingen die vaststellen welke materies onder de bevoegdheden van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest vallen. *In casu* lijkt “ruimtelijke ordening” de meest geschikte uitdrukking.²

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het tweede lid moet, overeenkomstig artikel 13, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “gendertest” worden geschreven.

Bovendien moet de datum worden opgegeven waarop de gendertest “op de respectieve situatie van vrouwen en mannen” is opgesteld.³

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De eerste twee streepjes zijn vanzelfsprekend en dus overbodig.
2. Aangezien “het Comité” onder het derde streepje wordt gedefinieerd, dient die term verder in het ontwerpbesluit te worden gebruikt.

Artikel 2

Het voorliggende artikel moet grondig worden herzien teneinde rekening te houden met de volgende opmerkingen.

1. Verschillende bepalingen strekken er in wezen enkel toe regels in herinnering te brengen of te parafraseren die al zijn neergelegd in artikel 7 van de ordonnantie van 29 juli 2015. Dat is het geval met de volgende bepalingen: paragraaf 1, in zoverre hij een Gewestelijk Comité voor Territoriale Ontwikkeling opricht en in zoverre hij aangeeft dat dit comité een adviesorgaan is dat gemotiveerde adviezen uitbrengt; paragraaf 2, eerste lid, en paragraaf 2, tweede lid, in zoverre daarin staat dat de adviezen van het comité gemotiveerd en niet dwingend zijn; en paragraaf 3.

² Zie artikel 6, § 1, I, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ die bij artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’ toepasselijk is verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

³ De afdeling Wetgeving merkt in dit verband op dat het formulier dat daarbij wordt gehanteerd en dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, niet strikt overeenstemt met het model dat is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 februari 2015, althans wat het opschrift ervan betreft.

2. In artikel 7, § 2, van de ordonnantie van 29 juli 2015 worden de taken van het Gewestelijk Comité voor Territoriale Ontwikkeling vastgelegd.

De enige verordeningsbevoegdheden die bij het artikel aan de regering worden verleend, betreffen het opstellen van de lijst van de plannen die voor advies aan het comité moeten worden voorgelegd en het vaststellen van de nadere regels voor de raadpleging van het comité.

In paragraaf 1, eerste zin, en in paragraaf 4 van het voorliggende artikel, waarin staat dat het comité “als rol heeft een operationele coördinatie tot stand te brengen tussen de betrokken gewestelijke besturen” en dat het “eveneens een niet-dwingend gemotiveerd advies [kan] uitbrengen op verzoek van de Minister”, gaat de regering haar bevoegdheden te buiten.

Die bepalingen moeten bijgevolg vervallen.

3. Luidens paragraaf 1, tweede zin, verstrekt het comité adviezen “met richtinggevende waarde en met verordenende waarde (...) over gewestelijke projecten met betrekking tot ruimtelijke ordening, stedenbouw, mobiliteit en leefmilieu, met inbegrip van de netheid”.

Zoals hiervoor aangegeven, is de regering bij artikel 7, § 2, van de ordonnantie van 29 juli 2015 belast met het opstellen van de lijst van de plannen die voor advies worden voorgelegd aan het comité.

Gelet op die bepaling moeten de woorden “de gewestelijke projecten” worden vervangen door de woorden “de gewestelijke planningsprojecten”.

Bovendien is de tekst veel te vaag wanneer hij het heeft over gewestelijke planningsprojecten “met richtinggevende waarde en met verordenende waarde” inzake ruimtelijke ordening, stedenbouw, mobiliteit en leefmilieu, met inbegrip van de netheid”. Aangezien het advies van het comité een substantieel vormvoorschrift is waaraan moet worden voldaan opdat de betrokken plannen regelmatig zijn, staat het aan de regering om, ten behoeve van de rechtszekerheid, nauwkeurig aan te geven om welke plannen het juist gaat door de bepalingen te vermelden waarbij ze worden geregeld.

Ten slotte zou het raadzaam zijn om, vermits de regering bij artikel 7, § 2, van de ordonnantie van 29 juli 2015 wordt belast met het bepalen van de nadere regels voor het raadplegen van het comité, te bepalen op welk moment van de procedure voor het aannemen van die plannen het advies van het comité vereist is, waarbij in voorkomend geval een onderscheid naargelang van de plannen kan worden opgemaakt.

4. Door te bepalen dat “[bij] gebrek aan antwoord binnen deze termijn[,] (...) deze formaliteit als afgehandeld [wordt] beschouwd” gaat paragraaf 2, *in fine*, voorbij aan artikel 7, § 2, eerste lid, eerste zin, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Uit die laatste bepaling volgt immers dat het comité ertoe gehouden is een advies te geven over de planningsprojecten waarvan in die bepaling sprake is.

Dat de regering bij artikel 7, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 29 juli 2015 is gemachtigd om de werkwijze en de nadere regels voor het raadplegen van het comité te bepalen, betekent niet dat ze bevoegd is om te bepalen dat dat vormvereiste vervuld is wanneer het comité een bepaalde termijn niet in acht neemt.

Artikel 3

1. In het eerste lid, 3°, moeten de woorden “het bestuur bevoegd voor Stedenbouw en Erfgoed” worden vervangen door de woorden “Brussel Stedelijke Ontwikkeling” ter wille van de overeenstemming met artikel 7, § 1, tweede lid, 6°, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

2. Het vierde en het vijfde lid strekken er enkel toe een regel in herinnering te brengen die al is neergelegd in artikel 7, § 2, eerste lid, derde zin, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Die leden dienen dus te vervallen.

Artikel 4

Het eerste lid van paragraaf 2 strekt er enkel toe een regel in herinnering te brengen die al is neergelegd in artikel 7, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Wat het tweede lid van paragraaf 2 betreft, vraagt de afdeling Wetgeving zich af wat de taak “omkadering” van het comité waarmee het secretariaat wordt belast, precies omvat. De tekst moet worden verduidelijkt, waarbij er uiteraard op toegezien moet worden dat hierbij de grenzen van een secretariaatsopdracht niet te buiten worden gegaan.

Artikel 9

Door te bepalen dat “[het] Comité vergadert telkens een lid hierom verzoekt met het oog op de goedkeuring van een gewestelijk project zoals bedoeld in artikel 2, tweede lid”, kan de voorliggende tekst de indruk wekken dat een lid een verzoek moet indienen opdat het comité vergadert met het oog op het verstrekken van een advies dat is vereist met toepassing van artikel 7, § 2, van de ordonnantie van 29 juli 2015.

Aldus geïnterpreteerd zou de tekst niet verenigbaar zijn met deze laatste bepaling.

Hij dient te worden herzien om elke onduidelijkheid hierover weg te nemen.

Artikel 10

Luidens het voorliggende artikel zou het ontworpen besluit in werking treden de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding, bepaald bij artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse instellingen', dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Artikel 12

In de Nederlandse tekst moeten de woorden "Artikel 12." worden vervangen door de woorden "Artikel 11."

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

2. Bepaalde artikelen zijn ten onrechte ingedeeld in paragrafen omdat ze maar één paragraaf 1 bevatten⁴ of omdat elke paragraaf maar één lid bevat⁵.

Die onderverdeling dient in al die gevallen te vervallen.

2. Een dermate korte tekst onderverdelen in hoofdstukken, draagt niet bij tot een beter begrip ervan. Aangezien die onderverdeling niet nuttig is, moet ze achterwege worden gelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁴ Zie artikel 1 van het ontwerp.

⁵ Zie de artikelen 5 en 6 van het ontwerp. *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 57.3.